

Burundi : violentes opérations de fouilles menées à huis clos par la police

RFI, 04-07-2015 Burundi : la police cherche des armes dans les quartiers contestataires Dans la capitale burundaise et sa périphérie, les quartiers où se concentrent les contestataires au troisième mandat de Pierre Nkurunziza continuent de faire l'objet de fouilles quotidiennes. Vendredi, c'était encore le cas à Cibitoke, où RFI a recueilli le témoignage d'un habitant. Mardi, la mort par balles du chef de la police adjoint de la commune avait mis le feu aux poudres, et six civils avaient été tués lors d'une opération menée à huis clos par la police, qui assure avoir neutralisé un groupe armé et découvert une cache d'armes.

Depuis l'intervention de mardi, les opérations se répètent quotidiennement. La police affirme avoir agi sur la base d'indications fournies par un informateur et avoir découvert, dans l'une des rues de Cibitoke, deux armes cachées dans un caniveau. Ils ont ensuite frappé la porte de la maison la plus proche, à la grande surprise du propriétaire. « Je suis allé ouvrir et je leur ai dit : "Qu'est-ce que vous cherchez ?" Ils m'ont dit : "Nous avons trouvé des armes, derrière le portail de votre parcelle". Ils m'ont montré deux Kalachnikovs. Je ne pouvais pas savoir si c'était vrai ou pas, mais j'ai dit que je n'avais pas peur. Je ne me reprochais de rien. » « La liberté de dire oui ou non » L'homme laisse rentrer les policiers, qui exigent de fouiller sa parcelle. Tout le quartier est mis en alerte. Le retraité, la conscience tranquille, explique alors sa position aux forces de l'ordre : proposition lui aurait été faite de conserver des armes, plusieurs fois. Mais « ceux qui lui faisaient la demande, il a répondu : "Je ne peux pas conserver des armes, parce que c'est prénjudiciable à ceux de ma famille." » Selon cet habitant, « on a la latitude, la liberté de dire oui ou non » regretter aussi que « les armes nous servent pour nous entretenir, et ça nous compromet. Ce n'est pas bon, ça nous aide beaucoup de gens. » Cependant, il ne condamne pas ceux qui cherchent à résister. « Ils ont raison. Ce que je dis, seulement, c'est que chacun agit librement. Et puis les gouvernants ne peuvent pas répondre avec une force disproportionnée. Des gens ont été massacrés, pourquoi un dirigeant peut laisser les choses se passer comme ça ? Une fois la fouille terminée, la police est repartie et s'est dirigée vers le domicile d'un voisin.